

DANS L'ACTUALITÉ du 10 au 13 février 2018

Textes officiels

JORF n°0036 du 13 février 2018

Collège de l'Autorité de régulation des jeux en ligne : décision portant délégation de pouvoirs
[Décision n° 2018-002 du 8 février 2018 portant délégation de pouvoirs](#)

JORF n°0033 du 9 février 2018

Ordonnance n° 2018-74 du 8 février 2018 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Ville de Paris

[Ordonnance n° 2018-74 du 8 février 2018 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Ville de Paris](#)

Ordonnance n° 2018-75 du 8 février 2018 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris

[Ordonnance n° 2018-75 du 8 février 2018 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris](#)

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2018-75 du 8 février 2018 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2018-75 du 8 février 2018 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris](#)

Jurisprudence

Conditions de la compatibilité avec le droit de l'Union d'une réglementation nationale permettant d'exclure des offres signées par le même représentant si elles n'ont pas été formulées de manière indépendante

[CJUE 8 février 2018 *Lloyd's of London c/ Agenzia Regionale per la Protezione dell'Ambiente della Calabria*, aff. C-144/17](#)

Travail et emploi. Licenciements. Validation d'un accord collectif portant PSE

[CE 7 février 2018 Société Polymont IT Services et la société Laureau-Jeanerot, req. n° 403989 : publié au recueil Lebon](#)

Travail et emploi. Licenciements. Homologation d'un document unilatéral fixant le contenu d'un PSE

[CE 7 février 2018 Société AEG Power Solutions, req. n° 407718 : publié au recueil Lebon](#)

Travail et emploi. Licenciements. Homologation d'un document unilatéral fixant le contenu d'un PSE

[CE 7 février 2018 Sociétés Tel and Com, L'enfant d'aujourd'hui et Squadra , req. n° 397900 : publié au recueil Lebon](#)

Marchés et contrats administratifs. Désordres de nature à engager la responsabilité décennale des constructeurs

[CAA Bordeaux 8 février 2018 SERTAD, req. n° 15BX01701](#)

Permis de démolir – Notification du recours contre l'avis défavorable de l'architecte des bâtiments de France au maire et à l'architecte des bâtiments de France - conséquences de son absence

[CAA Bordeaux 8 février 2018 Association Le Clapotis, req. n°16BX00975](#)

Permis de démolir – Conciliation entre les impératifs contradictoires de sécurité publique et de protection du patrimoine bâti telle que prévue par l'article L. 421-6 du code de l'urbanisme et la législation sur les sites classés - Appréciation in concreto

[CAA Bordeaux 8 février 2018 Association Le Clapotis, req. n°16BX00971](#)

Collectivités titulaires du droit de préemption urbain

[CAA Nantes 2 février 2018 M. et Mme C..., req. n°16NT01761](#)

Réponses ministérielles

Droit des marchés publics

[Question écrite de M. Jean-Louis Masson n° 01548, JO du Sénat du 1^{er} février 2018](#)

Vu par ailleurs

Commande publique

Circulaire relative à la contractualisation des dépenses des collectivités territoriales avec l'Etat
[Finances locales - Dispositif de maîtrise des dépenses : les associations d'élus locaux restent sur leurs gardes](#)

Source : localtis du 12/02/2018

Ordonnances relatives à la fusion de la commune et du département de Paris dans une nouvelle collectivité à statut particulier

[Ville de Paris : la collectivité unique bientôt en ordre de marche](#)

Source : localtis du 09/02/2018

Marchés publics et privés

CE 26 janvier 2018 *Société Industrias Durmi*, req. n° 402270 : mentionné aux tables du recueil Lebon

[Quand une cession de créance tourne au vinaigre](#)

Source : achat public du 12/02/2018

Transports

Libéralisation des services ferroviaires

[Libéralisation des services ferroviaires : faut-il avoir peur de l'open access ?](#)

Source : localtis du 09/02/2018

Rapport du 30 janvier 2018 : « *Mobilité du quotidien : répondre aux urgences et préparer l'avenir* » sous la présidence de Philippe Duron

[« Mobilité du quotidien : répondre aux urgences et préparer l'avenir »](#)

Source : conseil d'orientation des infrastructures du 30 janvier 2018

Urbanisme

Mesures relatives à la dématérialisation des autorisations d'urbanisme et demande de report du dispositif à 2022

[Dématérialisation des autorisations d'urbanisme : l'AMF et l'AdCF demandent un report à 2022](#)

Source : localtis du 09/02/2018

Conférence de consensus sur le logement : avant-projet de loi Elan

[Projet de loi Elan - Clôture de la conférence de consensus Logement : les points d'accord et de désaccord](#)

Source : localtis du 09/02/2018

Vu dans les revues

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 244 – *La Cour des comptes sceptique sur le redressement des finances publiques* – par Marie-Christine de Montecler

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 245 – *Transformation publique, les premiers chantiers sont lancés* – par Emmanuelle Maupin

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 246 – *Un intérêt financier ne peut justifier la conclusion d'une concession provisoire* – CE 5 février 2018, n° 416581

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 247 – *L'image des domaines nationaux peut faire l'objet d'une redevance* – Conseil constitutionnel 2 février 2018, n° 2017-687-QPC

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 248 – *Un contrat de droit privé déclaré nul pour défaut de transmission au préfet de la délibération autorisant sa signature* – Cour de cassation, 1re civ. 31 janvier 2018, n° 16-21.697

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 252 – *Nouvelle illustration de la théorie de la clause exorbitante* – CE 5 février 2018, n° 414846

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 253 – *Pouvoir et devoir d'instruction du juge* – CE 5 février 2018, n° 403029

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 255 – *Un contrat entre personnes privées ne relève pas du juge administratif* – CE 25 octobre 2017, n° 404481

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 267 – *Le « mandat administratif » à son crépuscule* – Tribunal des conflits 11 décembre 2017, n° 4103 – par Sophie Roussel et Charline Nicolas

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 272 – *Documents d'urbanisme : régulariser à tout prix* – CE 22 décembre 2017 – par Sophie Roussel et Charline Nicolas

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 284 – *Encore du nouveau sur le régime des dépenses obligatoires locales* – CE 25 octobre 2017, n° 399407 – par Pierre Mouzet

AJDA n°5-2018 du 12 février 2018, p. 292 – *Pas d'exception d'illégalité de la révision d'un plan local d'urbanisme pour contester un sursis à statuer* – CAA Lyon 7 novembre 2017 – par Véronique Vaccaro-Planchet

Dalloz actualité du 12 février 2018 – *Programmation des infrastructures de transport* – Conseil d'orientation des infrastructures, rapport Mobilités du quotidien, 1er février 2018 – par Jean-Marc Pastor

MoniteurJuris Contrats publics du 12/02/2018 – *Séance de clôture pour la conférence de consensus sur le logement au Sénat*

MoniteurJuris Contrats publics du 12/02/2018 – *Éléments dissociables d'un ouvrage et responsabilité décennale* – CAA Bordeaux 8 février 2018, req. n° 15BX01701 – par Richard Deau

MoniteurJuris Contrats publics du 12/02/2018 – *Approuver les documents d'urbanisme : une régularisation a posteriori possible, combinant loi « Alur » et jurisprudence*

MoniteurJuris Contrats publics du 12/02/2018 – *Jeux olympiques : le Sénat a adopté le projet de loi*

Presse

Concours d'architectes : nouveaux projets d'urbanisme pour EuropaCity
[Urbanisme : EuropaCity revoit sa copie pour améliorer son image](#)

Source : le monde du 09/02/2018